

FORMULAIRE DE DEMANDE DE DISPENSE DE COTISATIONS SOCIALES EN TANT QUE TRAVAILLEUR INDÉPENDANT

(article 17 de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants)

Répondez obligatoirement à chaque question ou rubrique

Partie 1 - Données du demandeur

Vérifiez minutieusement les données pré-remplies. Si elles ne sont pas correctes, contactez votre caisse d'assurances sociales.

Données d'identification du demandeur

Numéro de Registre national . . - .

(voir votre carte d'identité)

Nom :

Prénom :

Adresse

Rue N° Boîte

Code postal Lieu

Actuelle activité(s) indépendante(s) :

.....

N° BCE de la (des) société(s) dans le(s)quelle(s) vous êtes associé actif :

.....

.....

Coordonnées du demandeur

Adresse e-mail

T +. / M +. /

Qualité du demandeur

Cochez la case appropriée

- Je suis indépendant et je demande une dispense de mes cotisations sociales.
- Je suis indépendant-aidé et je demande une dispense de mes cotisations sociales.

Numéro de Registre national (des)/de l'aidant(s):

. . - .

. . - .

Ou nom et prénom (des)/de l'aidant(s)

.....

- Je suis héritier d'un indépendant et je demande à sa caisse d'assurances sociales une dispense des cotisations sociales qu'il devait encore payer.

Coordonnées de l'indépendant décédé :

Nom :

Prénom/ :

Numéro de Registre national de la personne décédée :

□□ . □□ . □□ - □□□ . □□

Ou date de naissance de la personne décédée (jj/mm/aaaa): □□ . □□ . □□□□

- Je suis indépendant-aidé et je demande à la caisse d'assurances sociales de mon aidant une dispense des cotisations sociales qu'il doit encore payer.

Numéro de Registre national de l'aidant : □□ . □□ . □□ - □□□ . □□

Nom : Prénom :

Partie 2 - Objet de la demande

Je demande une dispense pour les cotisations suivantes.

Cochez l'année et les trimestres. L'INASTI ne prend une décision que pour les trimestres que vous avez cochés.

Cotisations provisoires				
Années	Trimestres			
	1er	2ème	3ème	4ème
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Cotisations de régularisation				
Années	Trimestres			
	1er	2ème	3ème	4ème
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Partie 3 - Demande de réduction des cotisations provisoires

Cochez l'une des options uniquement si vous avez demandé une dispense des cotisations provisoires (sauf si vous êtes héritier d'un indépendant ou indépendant-aidé qui demande une dispense des cotisations sociales que votre aidant doit encore payer)

- Pour un ou plusieurs des trimestres cochés, j'ai introduit auprès de ma caisse d'assurances sociales une demande de réduction du montant de mes cotisations provisoires.
- Je sais qu'il est possible d'introduire auprès de ma caisse d'assurances sociales une demande de réduction du montant de mes cotisations sociales mais je n'ai introduit aucune demande de réduction pour les trimestres cochés.

Partie 4 - Justification

Données qui concernent vos revenus et frais professionnels en tant que travailleur indépendant

1. Revenus et frais professionnels de l'année civile actuelle jusque maintenant. Indiquez le montant estimé dans le tableau ci-dessous.

À compléter obligatoirement

Revenus et frais professionnels de l'ANNÉE CIVILE ACTUELLE	
Montant estimé (en euros)	
montant des revenus professionnels bruts	
montant des frais professionnels	

2. Revenus et frais professionnels de l'année civile précédente.

Cochez l'une des options.

- Je joins les documents suivants :
 - la déclaration et/ou l'avertissement-extrait de rôle qui concerne(nt) l'impôt des personnes physiques.
- J'indique le montant estimé dans le tableau ci-dessous.

Revenus et frais professionnels de l'ANNÉE CIVILE PRÉCÉDENTE	
Montant estimé (en euros)	
montant des revenus professionnels bruts	
montant des frais professionnels	

Données qui concernent le chiffre d'affaires de l'entreprise et les frais faits dans ce cadre

Cochez l'une des options.

- Je joins les documents suivants :
 - une copie des 4 dernières déclarations trimestrielles ou des 12 dernières déclarations TVA mensuelles de votre entreprise ou de la (/des) société(s) dans laquelle (/dans lesquelles) vous travaillez.
- Je remplis le tableau ci-dessous pour les 4 derniers trimestres.

N° BCE	Année/Trimestre	Ventes, services fournis (voir opérations à la sortie sur le formulaire TVA ou produits d'exploitation sur le compte de résultats)	Frais d'exploitation tels que les achats et charges. (voir opérations entrantes sur le formulaire TVA ou frais sur le compte de résultats)

Circonstances exceptionnelles de nature temporaire

Cochez ce qui est d'application et fournissez les données demandées. Si des pièces justificatives sont demandées, ajoutez-les. Si vous ne le faites pas, il ne sera pas possible de vérifier si la motivation est justifiée et l'INASTI pourra rejeter la demande parce qu'elle n'est pas suffisamment motivée.

1.	Je reçois/j'ai reçu un revenu d'intégration durant les trimestres de la demande ou dans les 6 mois qui suivent la cessation de mon activité.	
2.	Je reçois/j'ai reçu une garantie de revenus aux personnes âgées durant les trimestres de la demande ou dans les 6 mois qui suivent la cessation de mon activité.	
3.	J'ai été déclaré en faillite et j'ai bénéficié d'une remise de dettes. Date du jugement : Nom du tribunal de commerce compétent :	

4.	<p>Je suis admis à la procédure de règlement collectif de dettes.</p> <p>Je joins la décision du tribunal dans laquelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'homologation d'un plan de règlement amiable a été obtenue ou - un plan de règlement judiciaire a été imposé ou - une révision ou la révocation de cette décision a été prononcée. 	
5.	<p>J'ai obtenu le sursis dans le cadre d'une procédure de réorganisation judiciaire.</p> <p>Date du jugement :</p> <p>Nom du tribunal de commerce compétent :</p>	
6.	<p>Je travaille dans un secteur qui a été considéré par le Ministre des Indépendants comme un secteur en crise.</p> <p>Décrivez le secteur dans lequel vous travaillez en tant qu'indépendant.</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>	
7.	<p>Mes revenus professionnels bruts et/ou le chiffre d'affaires de mon entreprise ou de la société dans laquelle je travaille ont/a considérablement diminué.</p> <p>Donnez des explications supplémentaires sur la situation financière de votre entreprise. Fournissez le compte annuel (qui n'a éventuellement pas encore été déposé) ou une situation comptable qui reflète l'actif et le passif du dernier exercice comptable et le compte de résultats ne datant pas de plus de trois mois.</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>	

8.	<p>J'ai eu, l'année dernière, des dépenses professionnelles et charges considérables, imprévues et nécessaires.</p> <p>Détaillez les dépenses et les charges et joignez les factures comme justificatifs.</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>	
9.	<p>J'ai fait, l'année dernière, des investissements ou frais considérables nécessaires, par exemple des frais d'installation, ...</p> <p>Détaillez les investissements et joignez les factures comme justificatifs.</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>	
10.	<p>J'ai contracté un emprunt nécessaire à des fins professionnelles.</p> <p>Joignez la preuve de l'institution financière.</p>	

11.	<p>Je suis un plan d'apurement qui est appliqué rigoureusement pour le paiement de dettes professionnelles qui concernent la TVA, les impôts des personnes physiques, les cotisations sociales de travailleur indépendant ou les cotisations sociales pour travailleurs salariés.</p> <p>Mentionnez le(s) créancier(s) et le montant de la mensualité. Joignez les pièces justificatives du/des plan(s) d'apurement.</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>	
12.	<p>J'ai des dettes qui font l'objet d'une contrainte, d'une saisie ou d'une citation. Mentionnez le(s) créancier(s) et le montant de la/des dette(s) impayée(s). Joignez les pièces justificatives.</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>	
13.	<p>Un certain nombre de mes clients ne respectent pas leurs obligations de paiement, malgré tous mes efforts pour recevoir ces montants. Joignez les pièces justificatives.</p>	
14.	<p>J'ai été reconnu en incapacité de travail et j'ai repris partiellement ou entièrement une activité indépendante.</p>	

5.	<p>J'exerce une autre activité professionnelle.</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p> <p><input type="checkbox"/> Oui :</p> <p style="padding-left: 20px;"><input type="checkbox"/> en Belgique</p> <p style="padding-left: 20px;"><input type="checkbox"/> en (pays) : période(s)</p> <p style="padding-left: 40px;">en (pays) : période(s)</p>	
6.	<p>Je possède des immeubles autres que la résidence principale et/ou des immeubles nécessaires à l'activité indépendante :</p> <p><input type="checkbox"/> Oui :</p> <p style="padding-left: 20px;"><input type="checkbox"/> en Belgique :</p> <p style="padding-left: 20px;"><input type="checkbox"/> en (pays) :</p> <p style="padding-left: 20px;">➤ Indiquez le revenu cadastral non indexé des immeubles :</p> <p style="padding-left: 20px;">➤ Si cet/(ces)immeuble(s) est (sont) donné(s) en location : indiquez le montant mensuel (en euros) du loyer perçu</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>	
7.	<p>Je perçois une pension ou une autre prestation de sécurité sociale. Précisez de quelle(s) prestation(s) il s'agit.</p> <p>.....</p>	
Indiquez le montant mensuel de la prestation s'il s'agit :		
d'une pension		
d'une indemnité maladie / invalidité		
d'une allocation aux personnes handicapées		
d'une indemnité qui intervient dans le cadre d'un accident du travail.		

Partie 6 – Protection de la vie privée

Les données que vous communiquez à l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants (INASTI) sont traitées et stockées dans des fichiers informatisés.

Ces données, ainsi que celles que vous fournirez ultérieurement sont traitées par l'INASTI dans le cadre de l'exécution de ses tâches administratives et des tâches de la Commission d'Appel mise en place au sein de l'INASTI, et ce, conformément aux articles 17 et 21ter de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants.

Le traitement est effectué conformément au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (appelé Règlement général sur la Protection des données).

En vertu de cette réglementation, vous avez le droit de demander la rectification ou la suppression de vos données à caractère personnel, d'en limiter le traitement, de vous opposer à leur traitement ou de demander que vos données soient transférées à un autre responsable du traitement. Pour ce faire, veuillez contacter l'INASTI (par e-mail : mailbox-dvr@rsvz-inasti.fgov.be ou par courrier INASTI – DVR, Quai de Willebroeck 35, 1000 Bruxelles).

Vous trouverez des informations détaillées sur le traitement des données à caractère personnel sur le site web de l'INASTI, sous la rubrique 'Vie privée'.

Si vous souhaitez obtenir des informations sur le traitement de vos données à caractère personnel, si vous souhaitez les consulter ou si vous avez des questions spécifiques sur la protection de vos données à caractère personnel, veuillez contacter le fonctionnaire chargé de la protection des données (DPO) (par e-mail : DPO@rsvz-inasti.fgov.be ou par courrier : INASTI – DPO, Quai de Willebroeck 35, 1000 Bruxelles).

Consentement protection de la vie privée

En vertu de la législation européenne sur la protection des données, nous sommes tenus de vous demander votre consentement exprès concernant le traitement et l'utilisation des données de contact suivantes : votre adresse mail, votre numéro de téléphone et votre numéro de GSM.

- J'autorise l'INASTI à utiliser et à stocker mes données de contact en vue de la gestion ultérieure de mon statut social.

Pour le retrait de mon consentement, je peux m'adresser à l'INASTI (par e-mail: mailbox-dvr@rsvz-inasti.fgov.be ou par courrier : INASTI – DVR, Quai de Willebroeck 35, 1000 Bruxelles).

Partie 7 – Déclaration sur l'honneur

Je, soussigné(e), (*nom et prénom*)

déclare sur l'honneur que le présent formulaire est correctement rempli et que les données reprises dans ledit formulaire sont véritables et complètes.

Je suis au courant du fait que ma demande ne peut pas être traitée sans les pièces justificatives demandées et qu'il n'est tenu compte que des éléments communiqués lors de ma demande.

Je suis au courant du fait que l'INASTI peut décider de ne pas prendre en considération ma demande :

- si je remplis les conditions pour introduire une demande de réduction des cotisations provisoires, mais que je n'y ai pas eu recours ;
- si je me suis vu infliger, dans les deux années précédant la demande, une amende administrative sans sursis de paiement et sans application de circonstances atténuantes ou une sanction en application du Code pénal social ;
- si j'ai reçu, dans les 5 ans précédant la demande, une décision comprenant une dispense totale ou partielle :
 - a) par le biais de déclarations qui par la suite se sont révélées fausses ou incomplètes ;
 - b) par le fait d'avoir omis de fournir des informations obligatoires et déterminantes dans la prise de la décision précédente.

Nombre d'annexes :

Fait à le

(signature du demandeur)

Une demande non signée est considérée comme n'ayant pas été introduite.